



AFP PHOTO / FREDERICK FLORIN

Augustin d'Humières, professeur de latin-grec dans une banlieue d'Ile-de-France, dénonce le mensonge de l'égalité scolaire... et son livre se dévore.

Caroline Brizard Publié le 17 avril 2017

Augustin d'Humières est un militant de l'égalité républicaine. Ce quadragénaire au regard d'encre se bat quotidiennement pour elle. Depuis 1995, il enseigne le grec et le latin au lycée Jean-Vilar à Meaux (Seine-et-Marne), dans un quartier difficile. A force d'exigence, il emporte l'adhésion de ses élèves, qui à leur tour vont dans les collèges environnants plaider la cause des langues anciennes.

Il avait raconté cette aventure dans son livre précédent (*Homère et Shakespeare en banlieue*, éditions Grasset, Paris, 2009). Dans ce nouvel opus à la fois grinçant et plein d'humour (*Un petit fonctionnaire*, éditions Grasset, Paris, 2017), il décrit l'indigence culturelle de la plupart des lycéens, à qui l'école fait pourtant croire qu'ils sont armés pour réussir leurs études supérieures et trouver un emploi.

Dans ce naufrage, il pointe l'irresponsabilité des syndicats et de celle de la hiérarchie de l'éducation nationale, et tout le déni institutionnel qui enveloppe l'effondrement des résultats scolaires. Pour lui, il existe un lien entre cet échec et l'éclosion du djihadisme. Cette synthèse au scalpel, vivante et drôle, devrait être méditée par tous les candidats à

l'élection présidentielle.

Vous jugez sévèrement le niveau de beaucoup d'élèves qui sortent du lycée...

Les élèves apprennent ce que nous leur disons d'apprendre, et beaucoup suivent assez docilement les consignes que nous leur donnons. Aujourd'hui une majorité d'élèves, un bac en poche, est-elle capable de rédiger deux pages dans un français correct ? A-t-elle une maîtrise convenable, ne serait-ce que d'une seule langue vivante ? A-t-elle une culture historique et scientifique minimale ? Beaucoup d'enquêtes sérieuses démontrent que ce n'est pas le cas. Et ce n'est pas être « décliniste » que de le dire, cela ne signifie pas nécessairement que l'on pense que « c'était mieux avant ». C'est juste un constat.

Il est souvent question des « 150.000 décrocheurs », de ceux qui quittent l'école sans formation ni diplôme, mais qu'en est-il de ceux qui s'accrochent, de ceux qui y croient, de ceux qui obtiennent le bac ? Je suis examinateur au bac de français depuis une vingtaine d'années et donc assez bien placé pour voir ce que les élèves retiennent de dix années d'étude de la langue française, de ses auteurs, de ses textes. Pour une bonne partie d'entre eux, la réponse est : rien.

Et ce ne sont pas les élèves les principaux responsables. Beaucoup apprennent très consciencieusement leurs fameuses « fiches », qu'ils « recrachent » le jour de l'examen pour les oublier aussitôt. Chacun peut en faire l'expérience : demandez à un jeune bachelier de vous citer un texte, un vers, un mot qui l'a particulièrement ému durant sa scolarité. Il y a une différence énorme entre ceux qui bénéficient d'un environnement familial favorable, qui leur permet de trier, de compléter, d'approfondir ce qu'ils voient à l'école, et ceux qui, à côté, n'ont rien.

Vous parlez d'un taylorisme scolaire : les lycées de l'élite, et les autres, avec une répartition bien définie des tâches à la sortie...

Ce taylorisme scolaire, je l'ai expérimenté d'assez près en passant d'une scolarité au lycée Henri-IV à mon métier de professeur dans un lycée de grande banlieue. Au lycée Henri-IV, en terminale littéraire, les élèves ne se demandaient pas s'ils allaient aller en hypokhâgne, mais quelle hypokhâgne il fallait choisir ! Quand je suis arrivé au lycée Jean-Vilar de Meaux, où j'ai été nommé en 1995, j'avais deux élèves sur toute une classe de terminale littéraire, qui connaissaient l'existence des hypokhâgnes.

Laisserons-nous mourir le grec et le latin ?

Il y a aujourd'hui des lycées pour cadres dirigeants et des lycées pour salariés. On comprend mieux la panique des parents devant le choix d'un établissement pour leur enfant. Cette répartition des rôles est tacitement intégrée par les élèves. Quand un de mes élèves veut faire des études de commerce, il me dit timidement qu'il va essayer un BTS ; à quelques kilomètres de là, un autre aura parfaitement en tête le classement des prépas commerciales. Il y a ceux auxquels la famille montre la marche à suivre, ceux qui n'ont aucune difficulté à décoder le système, et les autres, ceux qui choisissent leur orientation tout seuls, au milieu des schémas et des arborescences d'un CIO, le centre d'information et d'orientation.

Et malheur à ceux qui veulent aller au-delà de l'objectif professionnel qui leur est assigné. Ceux-là, ceux qui se risquent à vouloir devenir médecins ou avocats par exemple, alors qu'ils ne sont pas dans un lycée prévu pour, vont payer un lourd tribut. Comme on leur a menti sur leur niveau réel, ce n'est pas au lycée mais sur les bancs de l'université, quand il est trop tard pour colmater les brèches, qu'ils découvriront l'étendue de tout ce qu'ils n'ont pas appris.

Pour ceux-là, ou plutôt pour celles-là, car ce sont souvent des filles qui ont cru de tout leur cœur à la fonction émancipatrice de l'école, ce sera la longue galère des réorientations qui s'achève souvent dans une succession de petits boulots. Ils sont des milliers, ces élèves méritants, dont les familles nous avaient fait une confiance absolue. Nous les avons laissés se casser les dents sur leurs rêves et leurs ambitions. Ne sous-estimons pas l'étendue de cet immense gâchis et la colère qu'il a pu engendrer dans de nombreuses familles.

Des institutions prestigieuses entrebâillent leurs portes, comme Sciences-Po. Mais vous critiquez cette discrimination positive où un concours moins difficile est proposé aux élèves issus de lycées populaires...

Je suis très réservé sur le principe-même d'une discrimination positive. Mes élèves méritent beaucoup mieux qu'une porte entrebâillée. Commençons plutôt par être honnêtes avec eux en leur disant suffisamment tôt le niveau d'exigence à atteindre, et ce qu'il leur reste à apprendre. Proposons des règles du jeu équitables, et vous verrez que beaucoup n'auront nul besoin de porte entrebâillée. Je ne sais pas qu'on ait accueilli Lilian Thuram ou Hatem Ben Arfa dans leur centre de formation en murmurant : « Tu sais, c'est le petit qui nous vient de Bondy, il est très méritant, il faut qu'il s'entraîne à part pour avoir le niveau ! » Ce que nous avons été capables de faire dans le domaine du sport, nous serions donc incapables de le faire pour notre système éducatif ?

Comment expliquer les ratés dans la transmission du savoir au lycée ?

Je pense que dans une large mesure notre système éducatif est aujourd'hui pensé et organisé pour ne rien transmettre aux élèves, sinon un savoir volatil, éclaté, absurde. Par ses programmes, par la répartition des horaires de cours, par les consignes données aux enseignants, par la part accordée au projet et à l'expérimentation hasardeuse, ce système ne peut pas transmettre grand-chose, sauf à tomber sur des professeurs qui prennent quelque distance avec ce qu'on leur demande de faire, ce qui est encore le cas de beaucoup d'entre nous.

Vous établissez un rapport entre l'effondrement de l'enseignement et l'éclosion du djihadisme...

Je ne suis pas le seul à effectuer ce rapprochement. L'idée du livre est partie d'une tribune de plusieurs professeurs d'un lycée d'Aubervilliers qui avaient écrit quelques jours après l'attentat de « Charlie Hebdo » : « Nous sommes les parents de trois assassins ». Qu'il y ait un certain nombre d'Etats qui financent et soutiennent les réseaux terroristes est un fait avéré. « L'Etat islamique » en fait partie, il n'est pas le seul. Nous avons choisi d'entrer en guerre contre certains de ces « Etats ». Avec des résultats contrastés, si l'on en juge par le chaos sanglant dans lequel se débattent aujourd'hui les pays dans lesquels nous avons jugé bon d'intervenir militairement.

Compte tenu de l'ampleur du phénomène, je crois que nous serions beaucoup plus inspirés de nous demander pourquoi autant de jeunes Français, élevés sur les bancs de l'Ecole républicaine, sont aussi réceptifs à des discours aussi violents, aussi rudimentaires, aussi désespérés. Qu'est-ce que l'Ecole leur a transmis pour se défendre face aux réseaux terroristes dont ils sont la proie ? Une langue ? Une égalité des chances ? Des textes ? Des mots ? Nous les avons laissés complètement démunis, qui plus est dans des familles qui n'avaient pas toujours les moyens de faire cesser la dérive de leur enfant. Nous avons déserté le terrain, et d'autres l'ont occupé.

Boris Cyrulnik : « Et c'est ainsi qu'on fabrique les gogos armés de l'islam... »

Nous répétons en boucle, de façon incantatoire, que nous sommes un pays laïque. Mais qu'y a-t-il dans cette laïcité qui interdit, dont on répète à l'envi les mots d'ordre stériles, qui relègue dans la sphère privée tout ce qui est de l'ordre de la croyance philosophique, religieuse ou spirituelle ? Autour de quel contenu allons-nous construire un idéal commun si tout ce qui est essentiel se trouve relégué dans la sphère privée ? Qu'est-ce que les nouveaux arrivants vont trouver dans cette laïcité ? Une coquille vide, bien loin de l'idéal qui animait ceux qui, il n'y a pas si longtemps, combattaient pour faire de notre pays une république laïque.

Direz-vous que les professeurs cautionnent cet état de fait ?

Aller incriminer le professeur qui bataille tout seul dans sa salle de classe, en ayant qui plus est la charge d'appliquer la nouvelle réforme du moment, ne me semble pas la meilleure chose à faire. Je serais moins indulgent à l'égard des syndicats enseignants. Ils constituent un maillon indispensable de la chaîne, pour gérer les mutations, informer sur les carrières et les avancements, défendre les personnels... Mais on ne peut pas avoir une place centrale dans l'action collective, dans la gestion des ressources humaines, et s'exonérer de toute responsabilité dans le bilan. Or les organisations syndicales ne se remettent jamais en question. Avec une certaine mauvaise foi, elles critiquent l'action du ministère, alors que tout le monde sait que les ministres font très attention à ne pas les mécontenter. Les professeurs assistent à ce jeu de dupes sans pouvoir faire grand-chose.

Que proposez-vous ?

Une école beaucoup plus présente dans la vie de l'élève, surtout dans des lieux où il n'y a pas d'autres services publics ni d'offre culturelle à des kilomètres à la ronde. Une école ouverte du lundi 8h au samedi 19h. Pas seulement avec des professeurs, bien sûr. Très souvent, le temps passé en dehors de l'école est un temps perdu, dédié aux écrans, à la déconcentration. C'est le temps où se creusent les inégalités. Il faut que l'école devienne une citadelle où l'élève puisse faire son travail, puisse trouver des adultes pour l'y aider, se voir proposer une offre culturelle beaucoup plus importante. C'est ce que nous faisons à Meaux pour les élèves du primaire, avec une centaine d'enfants auprès desquels travaillent tous les soirs des instituteurs à la retraite et des étudiants qui se destinent à devenir professeurs des écoles.

Il faut une articulation plus claire entre ce qui relève du projet ou de l'expérimentation, et le cours où se fait la transmission du savoir ; déterminer les priorités : dédier plus de temps au français, à l'histoire, aux sciences. Sans doute n'est-il pas nécessaire d'apprendre trois langues vivantes, qui plus est dès le collège... En parler une correctement serait déjà bien.

Je crois aussi nécessaire d'accorder une place beaucoup plus importante à la culture et aux artistes dans l'école. Toute subvention publique dans le domaine culturel devrait être assortie d'une contrepartie à l'école, parce que l'urgence est là. Ce n'est pas tant d'un gros chèque que l'Ecole a besoin, mais de compétences et de talents. Le chantier est immense.

Propos recueillis par Caroline Brizard